

Newsletter Réseau français Villes-Santé

SEPTEMBRE 2024

À LA UNE

 **SAVE THE DATE ! LES PROCHAINES RENCONTRES DU RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ SE TIENDRONT LES 11, 12 ET 13 JUIN 2025 À BESANÇON.**



The graphic features the Réseau français Villes-Santé logo on the left and the Ville de Besançon logo on the right. In the center, there is a colorful illustration of three people: a woman with a guitar, a woman in a striped dress, and a man with a skateboard. A yellow speech bubble contains the text 'RENCONTRES NATIONALES' and a red banner below it says '11, 12 ET 13 JUIN 2025'. Below the banner, the text 'JEUNESSE, SANTÉ ET BIEN-ÊTRE' is written in red, followed by a subtitle in black: 'Quand les villes et intercommunalités se mobilisent pour une approche globale de la santé des 12-25 ans.' The background is white with blue and yellow geometric shapes and patterns.

Réseau français Villes-Santé

Ville de Besançon

RENCONTRES NATIONALES

11, 12 ET 13 JUIN 2025

JEUNESSE, SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
Quand les villes et intercommunalités se mobilisent pour une approche globale de la santé des 12-25 ans.

Les rencontres nationales du Réseau français Villes-Santé 2025, qui se tiendront à Besançon, seront consacrées à la thématique « **Jeunesse, santé et bien-être**. Quand les villes et intercommunalités se mobilisent pour une approche globale de la santé des 12-25 ans ». **L'appel à communications auprès des Villes-Santé sera diffusé d'ici la fin du mois d'octobre 2024** (clôture début janvier 2025) et **les inscriptions ouvriront en mars 2025** (clôture fin avril 2025).

La journée de colloque, le 12 juin, est ouverte à tous ; mais comme pour les années précédentes, le nombre de places étant limité, nous privilégierons dans un premier temps, les inscriptions des Villes-Santé.

Nous espérons vous y retrouver nombreux.

✿ LES WEBINAIRES DE LA RENTRÉE.

Le webinaire « **Les villes et intercommunalités en mouvement pour la santé mentale de leurs habitants** » aura lieu le **vendredi 04 octobre, de 14h à 15h30**. Ce temps de présentation et d'échange sera l'occasion de rappeler les liens entre santé mentale, mouvement et activité physique ; et de présenter des actions locales qui illustreront comment le mouvement et l'activité physique peuvent contribuer favorablement à la santé mentale.

Pour accéder au programme et vous inscrire, [cliquez ici](#).

Le webinaire « **Quel.s héritage.s des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 pour les villes et intercommunalités ?** » aura lieu le **vendredi 29 novembre, de 14h à 15h30**. Les Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) représentent une occasion majeure de promouvoir la pratique des activités physiques et sportives et leurs multiples bénéfices face aux grands enjeux sociétaux actuels : lutte contre la sédentarité, équité, lien social, etc. À la suite des JOP, le Réseau français Villes-Santé proposera un webinaire placé sous l'angle des retombées des JOP pour les villes et intercommunalités. Les présentations permettront de nourrir les réflexions tant sur les résultats des actions entreprises que sur leurs durabilités. Le webinaire est ouvert à tous, sur inscription. **Le programme et le formulaire d'inscription seront diffusés prochainement.**

Nous espérons vous y retrouver nombreux !

Pour toute question, merci de contacter **Audrey Gonneau** :
06 50 87 33 48 ou audrey.gonneau@villes-sante.com

✿ LANCEMENT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR L'URBANISME FAVORABLE À LA SANTÉ (UFS).



Le **15 octobre prochain**, le Réseau français Villes-Santé lancera le GT « **Urbanisme favorable à la santé** ». Si vous êtes une Ville-Santé et que vous souhaitez participer au groupe de travail et renseigner vos attentes, tant sur le fond que sur la forme du GT, nous vous invitons à compléter le formulaire d'inscription. Toute contribution étant la bienvenue, nous vous remercions par avance de vos retours.

✿ RAPPEL ! APPEL À CONTRIBUTIONS POUR LA RÉDACTION D'UN RECUEIL D' ACTIONS ET D'UNE SYNTHÈSE SUR LA SANTÉ DES ENFANTS, LA SANTÉ DES JEUNES ET LA PARENTALITÉ.



Dans le cadre du groupe de travail « Santé des enfants, santé des jeunes et parentalité », le Réseau français Villes-Santé a lancé **un recueil d'actions et une enquête** ayant pour objectif de compléter les travaux et réflexions du GT, et de favoriser le partage d'expériences entre Villes-Santé. Si vous êtes une Ville-Santé et que vous souhaitez partager une ou plusieurs actions, rendez-vous sur l'espace réservé où vous trouverez en téléchargement libre les fichiers à compléter (la fiche action et l'enquête). **La date limite de retour des fiches actions et de l'enquête est fixée au 07 octobre 2024.**

✿ LE GROUPE-ACTION « PANIERS SANTÉ » S'EST RÉUNI POUR LA PREMIÈRE FOIS EN VISIO.

Le 12 septembre dernier, les 7 villes et EPCI du groupe-action « Paniers santé » se sont, pour la première fois, réunies en visio. Chaque ville et EPCI a pu présenter son action passée, en cours ou à venir et ses attentes vis-à-vis du groupe-action.

En parallèle de ce dernier, le secrétariat a décidé d'ouvrir **un groupe d'échanges sur le sujet de la distribution de paniers** ; il se réunira pour la première fois en visio **le mercredi 27 novembre de 14h à 16h**. Il est toujours temps de vous manifester si vous souhaitez vous joindre à ces temps d'échanges.



LES ÉVÉNEMENTS DES MOIS À VENIR

04 octobre - 14h/15h30	Webinaire « Les villes et intercommunalités en mouvement pour la santé mentale de leurs habitants » Formulaire d'inscription : https://urls.fr/s-p8s4
15 octobre - 14h/15h30	GT « Urbanisme favorable à la santé » - Réunion de lancement (en visio) (réservé aux Villes-Santé)
22 octobre - 10h/16h	Conseil d'administration du RfVS Réservé aux membres du CA (en présentiel, à Paris)
05 novembre - 13h30/14h30	Café Réseau #1 Réservé aux Villes-Santé (en visio)
29 novembre - 14h/15h30	Webinaire « Quel(s) héritage(s) des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 pour les villes et intercommunalités ? » Formulaire d'inscription à venir

LES REPRÉSENTATIONS DU RÉSEAU FRANÇAIS VILLES-SANTÉ

Nina Lemaire (secrétariat RfVS) a participé à une journée d'échange et de travail sur la thématique « Chaleur et Santé » organisé par Santé publique France en présence d'acteurs « têtes de réseaux » ou d'organismes formant un large panel de professionnels des champs de la construction, de l'urbanisme, de l'aménagement des territoires. Au travers de cette journée, Santé publique France a présenté l'ensemble des données probantes sur « chaleur et santé ». Les participants ont identifié des leviers pour sensibiliser davantage à l'enjeu majeur de santé publique que représente l'exposition à la chaleur dans le contexte du changement climatique et pour œuvrer à davantage d'intersectorialité. Cette journée marque un premier jalon et l'ambition de poursuivre les échanges et d'identifier des actions qui permettront de sensibiliser davantage d'acteurs de terrain.

La Gazette des Communes a consacré un dossier (édition du 2-8 septembre) à la QAI, pour lequel le RfVS et les Villes de Rennes, de Lille et de Longwy ont témoigné. Le dossier « École : mauvaise note pour la qualité de l'air intérieur » met en avant les enjeux de la QAI pour la santé, l'inadaptation des établissements scolaires en France ainsi que les leviers et difficultés à agir sur le terrain. Pour consulter le dossier, [cliquez ici](#).

Yannick Nadesan (président du RfVS), a participé à une table-ronde lors de la Fête de l'Humanité, le vendredi 13 septembre sur la thématique « Environnement, Santé, Inégalités : même combat ? ». Il était aux côtés de Denis Robin (Directeur Général de l'ARS), Alice Toussaint (Chargée de mission à l'Association des Familles du Saturnisme), Manuel Domergue (Directeur des études à la Fondation Abbé Pierre) et Yves Charpak (Médecin de santé publique, élu en Seine-et-Marne). Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

LES « VILLE-À-VILLES » EN COURS

- > **Problématiques dispositif ASALÉE** > Ville de Rennes.
- > **Collecte des DASRI** > Ville de Toulouse.

Pour accéder aux « Ville-à-Villes », [cliquez ici](#).

✿ NANTES REÇOIT LE TITRE DE « CAPITALE FRANÇAISE DE LA BIODIVERSITÉ ».

Pour la première fois, le concours national Capitale française de la biodiversité a couronné la cité des ducs dans la catégorie des villes de plus de 100 000 habitants, sur le thème « sobriété et biodiversité ».



Ce prix, dévoilé le 12 septembre par l'Office français de la biodiversité, Plante&Cité et l'Agence régionale de la biodiversité en Île-de-France, vient **saluer une politique volontariste pour développer la nature en ville et agir face aux bouleversement des écosystèmes naturels**. La Ville de Nantes se distingue en particulier par son plan « pleine terre ». Après avoir végétalisé 4,6 hectares d'espaces bétonnés fin 2023, la municipalité a revu ses objectifs à la hausse. **D'ici 2026, elle prévoit de débitumer 14 ha**, ce qui représente deux fois la superficie du Jardin des plantes, et le double de l'objectif initial. La Ville de Nantes a également entrepris de **créer 50 oasis de biodiversité sur l'ensemble de ses quartiers** en réinstallant des milieux naturels, tels que des mares, des boisements ou encore en renaturant les berges du quai Ceineray et les douves du château des ducs.

Les jardinières et jardiniers municipaux sont étroitement impliqués dans cette politique de reconquête de la biodiversité. Dotés d'un **guide pratique de 50 micro-actions** pour préserver la faune et la flore, ils réalisent chaque mois un petit « coup de pouce à la nature ». Des actions sobres et simples à mettre en œuvre, qui ont un gros impact sur la biodiversité : installation d'un nichoir ou d'une clôture en osier, plantation d'une haie bocagère, arrêt de la tonte au pied des arbres, conservation des arbres morts et des tas de branches qui servent de refuge aux insectes... Les citoyens sont, eux aussi, invités à mettre la main à la terre. Avec le dispositif « **Ma rue est un jardin** », ils peuvent végétaliser leur rue entre voisins ; ou encore fleurir leur quartier en semant les **5 000 sachets de graines distribués gratuitement** chaque année, dans le cadre de l'opération « Ma rue en fleurs ». Les efforts de Nantes montrent qu'il est possible de concilier développement urbain et protection de la biodiversité. D'autres villes, en France et ailleurs, peuvent s'inspirer des initiatives nantaises pour adopter des politiques similaires.

✿ FRANCE INTER SOUHAITE DONNER LA PAROLE À CEUX QUI AGISSENT ET REDONNER GOÛT À LA POLITIQUE.

Quotidiennement, dans différents rendez-vous, France Inter entend la vitalité de l'action locale. La radio souhaite qu'elle soit encore plus audible dans les reportages réalisés au sein du service politique, **en donnant la parole à celles et ceux qui agissent et redonnent goût à la politique**. Ici, un maire qui rachète une ferme pour alimenter la cantine de l'école. Là, un élu qui cherche à reloger des sinistrés. Une autre qui se bagarre contre un projet qui lui échappe. Une collectivité qui invente un dispositif d'aide. Un député qui dénoue un casse-tête administratif.

Pour ce faire, **France Inter a besoin des remontées de terrain dont vous disposez et de faire connaître la démarche au plus grand nombre d'élus locaux**. La radio vous serez ainsi gré de partager vos initiatives.

Pour partager vos actions et initiatives, merci de contacter la rédaction de France Inter : territoires@radiofrance.com

✿ GIRL GLOW RUN À VILLENEUVE-D'ASCQ.

Le 12 octobre prochain, la Ville de Villeneuve-d'Ascq accueillera la Girl Glow Run. Dans le cadre d'Octobre rose, l'association BACKADOS souhaite **sensibiliser à l'importance de l'activité physique régulière dès le plus jeune âge** pour diminuer les risques de survenue de cancers, maladies cardio-vasculaires, chroniques, etc. ; avec l'organisation d'une marche ou course de 5km non chronométrée. Pour motiver le plus de participants, sont prévus : ravitaillement healthy gratuit (smoothies, jus de fruits frais) ; ambiance fluo ; tombola gratuite.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

✿ JOURNÉE LUDIQUE ET SPORTIVE À MONTREUIL.

Le dimanche 13 octobre à partir de 10h, la Ville de Montreuil organise une journée ludique et sportive autour des bienfaits de l'activité physique en matière de prévention. Au programme : initiations gratuites et ludiques de sport adapté, multi-tournoi de raquettes, espace information prévention, vélo smoothies, etc.

Les fonds collectés lors de la journée seront reversés pour soutenir la recherche contre le cancer du sein.

✦ « HEALTH PROMOTING SPORTS COACH IMPLEMENTATION GUIDE: BE AN EMPOWERING AND SUPPORTING COACH ».

L'OMS/Europe a publié un nouvel ouvrage visant à **donner aux entraîneurs sportifs, les moyens et les connaissances nécessaires pour promouvoir la santé et le bien-être des individus**. À destination des entraîneurs sportifs, il présente des démarches concrètes et faciles à mettre en œuvre pour **intégrer la promotion de la santé dans leur travail d'encadrement quotidien**. Le guide souligne également l'importance d'une démarche globale axée non seulement sur les performances, mais aussi sur la santé et le bien-être général des athlètes. Il couvre toute une série de sujets, notamment la santé mentale, la prévention des blessures, la nutrition, le dopage et l'instauration d'un esprit de corps au sein du club.



« En dotant les entraîneurs des connaissances et des compétences nécessaires, nous pouvons créer un réseau d'experts en promotion de la santé au sein d'une communauté, avec une large portée dans la Région européenne de l'OMS. Ces experts peuvent promouvoir l'activité physique, la santé mentale et l'interaction sociale », Kremlin Wickramasinghe, conseiller régional pour la nutrition, l'activité physique et l'obésité à l'OMS/Europe.

3 principes clés sont mis en avant :

- **établir des liens avec la communauté sportive au sens large** : travailler en étroite collaboration avec la direction du club, le personnel, les participants, leur famille et amis afin d'instaurer un esprit de corps ;
- **donner la priorité à la santé** : considérer la santé comme essentielle pour le développement et les performances des participants, et en faire une valeur fondamentale pour l'accompagnement ;
- **se concentrer sur le participant** : donner aux participants une place centrale dans l'encadrement, en respectant les besoins et les objectifs de chacun.

L'OMS/Europe encourage les fédérations sportives, les clubs sportifs et les programmes de formation des entraîneurs à adopter ce guide et à aider les entraîneurs à promouvoir la santé et le bien-être.

Pour accéder au guide (en anglais), [cliquez ici](#).

✦ « A FOCUS ON ADOLESCENT SEXUAL HEALTH IN EUROPE, CENTRAL ASIA AND CANADA ».

Le Bureau régional de l'OMS pour l'Europe a publié un nouveau rapport qui révèle **des taux élevés de rapports sexuels non protégés chez les adolescents en Europe**. Ces nouvelles données ont été publiées dans le cadre de l'enquête en plusieurs volets sur le comportement des enfants d'âge scolaire en matière de santé, qui a porté sur plus de 242 000 jeunes de 15 ans dans 42 pays et régions entre 2014 et 2022.

Dans l'ensemble, le rapport souligne qu'**une proportion importante de jeunes de 15 ans sexuellement actifs ont des rapports sexuels non protégés** (environ 30%), ce qui peut avoir des conséquences considérables pour les jeunes (grossesses non désirées, avortements non sécurisés, risques accrus de contracter des IST). Cette forte prévalence révèle **des lacunes importantes en matière d'éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge**, y compris l'éducation à la santé sexuelle, et d'accès aux méthodes contraceptives. Par rapport aux niveaux de 2014, les nouvelles données révèlent une baisse significative du nombre d'adolescents déclarant avoir utilisé un préservatif lors de leur dernier rapport sexuel (70% à 61% chez les garçons ; 63% à 57% chez les filles). Il ressort clairement de cette étude que le recul de l'utilisation des préservatifs est généralisé et touche de nombreux pays et régions, certains enregistrant des baisses plus spectaculaires que d'autres.

Le rapport met en avant **la nécessité urgente de mener des interventions ciblées pour faire face à ces tendances inquiétantes et promouvoir des pratiques sexuelles plus sûres chez les jeunes**, l'objectif général étant de leur donner les moyens nécessaires de prendre des décisions éclairées sur leur santé sexuelle. « L'éducation doit [donc] aller au-delà de la simple délivrance d'informations. Les jeunes ont besoin d'espaces sûrs pour discuter de questions telles que le consentement, les relations intimes, l'identité de genre et l'orientation sexuelle [...] », docteur András Költő de l'Université de Galway, auteur principal du rapport.

Pour accéder au rapport (en anglais), [cliquez ici](#).

✿ « A FOCUS ON ADOLESCENT SOCIAL MEDIA USE AND GAMING IN EUROPE, CENTRAL ASIA AND CANADA ».



De nouvelles données du Bureau régional de l'OMS/ Europe révèlent que **les adolescents ont, de plus en plus, une mauvaise pratique des médias sociaux** (7% en 2018 à 11% en 2022). Ce phénomène, associé au fait que 12% des adolescents sont susceptibles de jouer à des jeux « problématiques », soulève **des préoccupations urgentes quant à l'impact des technologies numériques sur la santé mentale et le bien-être des jeunes**. Les résultats sont issus de l'Enquête sur le comportement des enfants d'âge scolaire en matière de santé portant sur près de 280 000 jeunes âgées de 11, 13 et 15 ans dans 44 pays et régions d'Europe et d'Asie centrale, ainsi qu'au Canada en 2022.

Les principales conclusions de cette étude sont :

- Plus de **1 adolescent sur 10 montre des signes de comportements dangereux** sur les médias sociaux.
- Plus de **1 tiers des jeunes déclarent être en contact permanent** avec des amis en ligne.
- **1 tiers des adolescents s'adonnent quotidiennement à des jeux numériques**, et plus de 1 sur 5 joue au moins pendant 4 heures.

✿ « CITY LEADERSHIP FOR HEALTH AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT : CRITICAL ISSUES FOR SUCCESSFUL HEALTHY CITIES INITIATIVES IN THE WHO EUROPEAN REGION ».

Le Réseau européen des Villes-Santé de l'OMS est plus qu'un réseau. Créé en 1988, le Réseau a rapidement inspiré bon nombre d'acteurs, devenant un mouvement mondial reconnu par des milliers de dirigeants de villes et de professionnels concernés par la santé publique. Aujourd'hui, **le mouvement des Villes-Santé est plus pertinent que jamais**. La plupart des défis mondiaux en matière de santé publique, de société et d'environnement - et la mise en œuvre des objectifs de développement durable - requièrent une action locale et un leadership local fort. La pandémie de COVID-19 a montré l'importance considérable de l'action au niveau communautaire, en particulier en ce qui concerne les besoins des personnes les plus vulnérables et socialement défavorisées.

Cette publication s'adresse aux décideurs et aux professionnels. **Elle contient des informations et des conseils essentiels sur le lancement, la conduite et la mise en œuvre des initiatives Villes-Santé.**

Pour accéder à la publication, [cliquez ici](#).

Le rapport définit l'utilisation problématique des médias sociaux comme **un modèle de comportement caractérisé par des symptômes semblables à ceux de l'addiction**. Il s'agit notamment de l'incapacité à contrôler l'utilisation des médias sociaux, de la sensation de sevrage ou de privation lorsqu'on ne les utilise pas, de l'abandon d'autres activités au profit des médias sociaux, ainsi que de l'expérience des incidences négatives d'une utilisation excessive dans la vie quotidienne. Cette tendance, si elle se poursuit, pourrait avoir des conséquences considérables sur le développement des adolescents et sur les résultats sanitaires à long terme. En outre, la mauvaise utilisation des médias sociaux est associée à un manque de sommeil et à des heures de coucher plus tardives, ce qui peut avoir un impact sur l'état de santé global et les résultats scolaires des adolescents.

« Finalement, ce que nous cherchons à obtenir pour nos enfants, c'est une base solide pour la vie à l'ère numérique, ce que les médias sociaux et les jeunes commencent à reconnaître et à mettre en œuvre dans le monde entier », docteur Kluge. « En donnant aux adolescents les moyens de prendre des décisions éclairées sur leurs activités en ligne, en trouvant un équilibre entre leur univers en ligne et leur univers hors ligne, nous contribuons à préserver et à améliorer leur bien-être général. C'est fondamental pour garantir un avenir numérique plus sain et plus équilibré pour toutes les communautés, toutes les sociétés et tous les pays ».

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).



CAMPAGNE « C'EST LA BASE ».

Les consommations de substances psychoactives (SPA) ont diminué ces dernières années mais elles demeurent néanmoins très largement répandues chez les jeunes. Leur expérimentation commence dès l'adolescence : 58,6% des jeunes de 17 ans ont bu de l'alcool au moins une fois au cours du mois précédent, 29,9% ont expérimenté le cannabis et 13,9% en ont fumé le mois précédent. **Les risques à court terme liés aux consommations de SPA sont réels** : coma éthylique, bad trip, accidents de la route, blessures intentionnelles ou non intentionnelles, rapports non protégés, agressions à caractère sexuel, interactions numériques regrettables, etc. C'est pourquoi **Santé publique France rediffuse, en cette rentrée 2024, la campagne de réduction des risques et des dommages dite « C'est la base »**. Celle-ci vise à renforcer les comportements protecteurs en contexte festif, en amont et en aval d'éventuelles consommations d'alcool ou d'autres substances psychoactives chez les jeunes de 17 à 25 ans. Elle leur prodigue une série de conseils simples pour limiter leur consommation, mais aussi limiter les risques pour eux-mêmes et pour leurs pairs.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

Pour commander des affiches gratuitement, [cliquez ici](#).

Connectez-vous à votre compte ou créez-en un, saisissez le code campagne CESTLABASE2024 et sélectionnez les documents désirés et validez la commande.



MOIS SANS TABAC REVIENT POUR SA 9ÈME ÉDITION.



Avec encore près de 15 millions de fumeurs quotidiens ou occasionnels, il est important de continuer la mobilisation, et d'accompagner les fumeurs dans leur démarche d'arrêt du tabac. Comme les années précédentes, **Mois sans tabac s'articulera autour de 3 temps forts** :

- **octobre** : c'est le moment de proposer aux fumeurs de s'inscrire à *Mois sans tabac*. C'est également le moment pour les fumeurs de se préparer grâce au programme 40 jours.
- **novembre** : c'est le mois sans tabac et donc le moment de soutenir au quotidien les participants.
- **début décembre** : c'est la clôture de l'opération, et l'occasion de féliciter les participants en les encourageant à poursuivre leur arrêt du tabac grâce aux outils proposés par Santé publique France.

Sur le site *Mois sans tabac* réservé aux partenaires, vous pourrez : passer une commande et télécharger des outils gratuitement ; retrouver le guide d'aide au déploiement de *Mois sans tabac* pour les partenaires, avec la liste des ambassadeurs régionaux.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

✿ « LE POINT SUR » TABAC, ALCOOL ET GROSSESSE.

Santé publique France a publié un nouveau « Le point sur... » mettant en avant **les résultats** du Baromètre de Santé publique France 2021 **sur la consommation de tabac et d'alcool pendant la grossesse**. Les consommations de tabac et d'alcool pendant la grossesse peuvent avoir de graves conséquences sur la santé de la mère et celle de l'enfant à naître. Il est difficile de mesurer la consommation de ces substances parmi les femmes enceintes : les enquêtes déclaratives sont susceptibles de se heurter à une forte sous-déclaration liée au biais de désirabilité sociale. En effet, les recommandations de non consommation étant désormais bien connues, il pourrait être plus difficile pour les femmes de déclarer ces consommations au cours de la grossesse. Par ailleurs, l'impact de la consommation d'alcool pendant la grossesse via le nombre d'enfants souffrant de troubles du spectre de l'alcoolisation fœtale reste également difficile à mesurer et possiblement largement sous-estimé en raison du fort sous-diagnostic de ce trouble.

Parmi les 157 femmes enceintes lors de l'enquête 2021, **18% ont déclaré fumer quotidiennement et 8% ont déclaré avoir consommé de l'alcool depuis qu'elles savaient qu'elles étaient enceintes**. Ces proportions n'ont pas significativement évolué par rapport à 2017. Il apparaît important de **poursuivre les efforts de prévention et d'accompagner les femmes qui pourraient être en difficulté avec la consommation de substances pendant leur grossesse**, car le nombre de femmes et d'enfants concernés est loin d'être anecdotique. Il convient également de pouvoir **aborder ces questions avec les professionnels de santé** lors des consultations pré-conceptionnelles, à l'entretien prénatal précoce et tout au long de la grossesse avec les deux parents. Pour les femmes en difficulté avec leurs consommations, une aide et écoute spécifiques sont nécessaires. Une orientation vers des dispositifs d'aide et d'accompagnement, en physique (centre d'addictologie) ou à distance (alcool-info-service.fr et tabac-info-service.fr) peuvent être proposés.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

✿ SANTÉ PUBLIQUE FRANCE ET L'ANSES LANCENT LA PREMIÈRE PHASE DE L'ENQUÊTE ALBANE.



Albane (alimentation, biosurveillance, santé, nutrition et environnement) **est une enquête nationale qui vise à évaluer l'état de santé de la population vivant en France, son exposition aux substances chimiques, ses habitudes en matière d'alimentation, d'activité physique et de sédentarité**. Portée conjointement par Santé publique France et l'Anses, Albane est financée par les ministères en charge de la Transition écologique, de la Santé, de l'Agriculture et du Travail. La première phase a débuté le 16 septembre en Île-de-France et en Nouvelle-Aquitaine, auprès de 200 adultes et 200 enfants, avant un déploiement national à partir de mai 2025. Les résultats, une fois analysés, permettront **d'éclairer les pouvoirs publics sur les mesures à mettre en œuvre pour améliorer la santé des populations**.

L'enquête Albane couvre différentes thématiques de santé et permettra de mieux connaître :

- **la fréquence de certaines maladies** telles que le diabète, les maladies respiratoires chroniques, le surpoids et l'obésité ou l'hypertension artérielle, qui sont parfois insuffisamment diagnostiquées ;
- **le niveau de présence, dans notre corps, de substances chimiques de l'environnement**, par exemple les pesticides, les bisphénols, les plastifiants (phtalates) ou les composés perfluorés (PFAS) ;
- **les habitudes alimentaires et le niveau d'activité physique de la population**, qui jouent un rôle déterminant dans l'apparition ou la prévention de certaines maladies chroniques.

L'enquête Albane est conçue pour être répétée selon des cycles de deux ans, réalisés sur des échantillons de plus de 3 000 personnes de 0 à 79 ans et représentatifs de la population vivant en France. L'inclusion des départements et régions d'Outre-mer sera examinée dans le futur. Des comparaisons d'un cycle à l'autre permettront de **suivre l'évolution de l'état de santé de la population française et de contribuer à mesurer l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre des politiques de santé publique** en lien avec les thématiques abordées par l'enquête. Ainsi, la France disposera d'un dispositif continu d'observation de l'état de santé de la population, dont peu de pays dispose.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

APPELS À PROJETS, À COMMUNICATIONS.

- L'Ademe lance son appel à projet de recherche 2024 du programme AQACIA (Amélioration de la Qualité de l'Air : Comprendre, Innover, Agir). Il porte sur la qualité de l'air intérieur et extérieur.

Pour consulter les modalités, [cliquez ici](#).

- La SFSE vous invite à répondre à son questionnaire « Une seule santé en francophonie » qui a pour objectif de mieux connaître le cadre structurel et la gouvernance des politiques publiques en faveur de la mise en œuvre de l'approche « Une seule santé » dans les pays francophones.

Pour accéder au questionnaire, [cliquez ici](#).

ÉVÉNEMENTS.

- L'IRESP et l'INCa organisent leur colloque sur les « addictions et les inégalités : perspectives de recherche en santé publique », le 10 octobre en présentiel (Paris) ou à distance. Véritable enjeu de santé publique, les inégalités seront abordées selon plusieurs prismes : territoire, genre, âge, migration, position socio-économique, etc. Une table ronde sera également consacrée aux recherches mettant en œuvre des actions de prévention co-construites avec les personnes concernées pour réduire les inégalités, en particulier en établissement pénitentiaire, auprès des personnes déficientes intellectuelles, et celles éloignées des dispositifs de santé.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- Après deux ans d'existence, les cafinaires What Health se poursuivent pour cette rentrée 2024 avec 4 nouveaux cafinaires. Save the date !
Vendredi 18 octobre (09h à 10h) – La planification urbaine au service de la santé – La déclinaison du PLUIHD de Dunkerque dans le projet quartier Basse Ville.
Vendredi 08 novembre (09h à 10h) – Savoir mobiliser pour lutter contre le moustique tigre – Retour d'expérience de La Rochelle.
Vendredi 29 novembre (09h à 10h) – 20 ans d'actions en faveur des mobilités actives et inclusives – Retour d'expérience d'Acigné.

Si vous aussi, vous souhaitez partager vos actions et actualités en santé environnementale lors d'un prochain cafinaire What Health, contacter Stéphanie Favre : territoire-environnement-sante@cerema.fr.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- La SFSP accueille la 10e édition du Congrès de l'ISPAH du 28 au 31 octobre au Palais des Congrès de Paris sur le thème « Intensifier les politiques et les pratiques pour assurer une activité physique pour tous ». L'événement est organisé avec le soutien de l'OMS et de partenaires français : ministère de la Santé et de la Prévention, ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques, Santé publique France, le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, Ville de Paris.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- Les Assises nationales de Fédération Promotion Santé se tiendront le 14 novembre, en présentiel sur le Campus Condorcet à Aubervilliers. L'édition 2024 aura pour thème « Plaidoyer pour la promotion de la santé : le temps de l'action politique ». L'inscription est obligatoire avant le 21 octobre. Elle comprend une contribution aux frais d'organisation de 40€.

Pour accéder au pré-programme, [cliquez ici](#).

- La Fnors et les ORS organisent leur deuxième journée thématique : « Les ORS, ressources des politiques locales au sein des territoires », le mardi 05 novembre de 09h30 à 16h45, à Paris. Forts de leur ancrage au sein des territoires, les ORS accompagnent, en lien avec leurs partenaires, les acteurs locaux pour la mise en œuvre de politiques et d'actions contribuant à réduire les inégalités territoriales et sociales de santé. Les ORS peuvent intervenir aux différents stades d'une politique publique : de sa définition à son évaluation quels que soient ses objectifs (santé environnement, planification urbaine, personnes en situation de vulnérabilité). Lors de cette journée, les sessions donneront à voir la variété des interventions des ORS et approches en adéquation avec les besoins et enjeux des territoires et acteurs : outils et bases de données en ligne, portraits de territoire, accompagnements méthodologiques, études et enquêtes, démarches de type EIS (évaluation d'impact sur la santé) ou accompagnement UFS (urbanisme favorable à la santé), participation aux espaces locaux de réflexion et de concertation.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- Dès le mois d'octobre, le CNFPT propose 3 rendez-vous pour sensibiliser les territoriaux à l'approche Une Seule Santé. Les trois webinaires (1. De quoi parle-t-on ? ; 2. Une boussole pour les politiques publiques locales ? ; 3. Quels cadres pour agir ?) se tiendront les 15 octobre, 12 novembre et 17 décembre et auront pour objectif de comprendre le concept ; et de voir pourquoi et comment les collectivités doivent y contribuer et comment elles peuvent y trouver un levier d'action et de mobilisation. Les Villes-Santé de Montpellier, La Rochelle et Besançon interviendront respectivement lors des webinaires 1, 2 et 3. Les webinaires se suivent et se complètent ; ils sont toutefois autonomes et indépendants et supposent, chacun, une inscription.
- Quinze collectivités, de tailles variées, expérimenteront à partir de l'automne le projet Limit's (Limiter l'implication des mineurs dans les trafics de stupéfiants) visant à animer une dynamique partenariale de prévention avec les services de l'État et les associations. En ce sens, la Mildeca vient de publier un référentiel dont l'objectif est de partager des repères, des bonnes pratiques mais aussi d'alerter sur les risques et les difficultés d'un tel projet. Le plan d'action sera déployé dès l'automne, avec un enjeu de taille pour les collectivités lauréates qui devront mobiliser tous les acteurs locaux, de nombreux autres professionnels et services de l'État.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- La Direction générale de la santé (DGS), en partenariat avec le CNFPT, organise le colloque « Services communaux d'hygiène et de santé : Renforcer l'action sanitaire de proximité », le vendredi 13 décembre au Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, Paris. Cet événement a pour objectif de réunir les professionnels des services communaux et des collectivités locales (dotées ou non d'un SCHS), des ARS et des administrations centrales. Il permettra de partager les expériences et participera à la formation continue sur l'exercice des missions des agents des services chargés d'hygiène et de santé.

ACTIVITÉS PHYSIQUES.

- L'Ademe a publié un avis sur « L'avenir de l'activité physique et sportive dans un contexte de changement climatique ». Par cet avis, l'Ademe se propose de donner des clés de lecture pour comprendre l'impact du changement climatique sur les APS (activités physiques et sportives), formuler des pistes pour adapter les infrastructures et faciliter la pratique du sport dans un climat qui change, tout en limitant l'empreinte climatique et écologique du sport et son écosystème.

Pour accéder à l'avis, [cliquez ici](#).

ADDICTIONS

- La Fédération Addiction a lancé son nouveau podcast « La société face aux addictions, récits pluriels ». Au fil des cinq épisodes, découvrez des récits croisés sur les drogues, les addictions et leur prise en charge. Des récits qui donnent la parole aux différents acteurs et actrices du champ de l'addictologie. Le premier épisode « L'évolution des conduites addictives et de leurs représentations » revient sur l'histoire des addictions et l'évolution de leur prise en charge.

Pour accéder au podcast, [cliquez ici](#).

ALIMENTATION.

- Le CNFPT organise les 3e Assises de l'agroécologie et de l'alimentation durable, les 2 et 3 décembre 2024 à Montpellier. La thématique retenue pour cette nouvelle édition est « accélérer une transition agroécologique et alimentaire cohérente aux différentes échelles ». Au programme : conférences, tables-rondes, ateliers, expositions, espaces de discussions et expériences gastronomiques. Des rencontres riches en échanges et en apprentissages pour impulser une dynamique collective.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (RTES) a engagé en 2020, un chantier de travail sur la thématique « Alimentation durable et ESS ». Ce chantier s'est traduit par un cycle d'échanges de 7 webinaires, la participation à différentes recherches-actions et la création de ressources dédiées à destination des collectivités. Deux rencontres ont par ailleurs été organisées par le RTES en 2023 pour rendre compte des dynamiques à l'œuvre sur les territoires et partager les travaux menés. Le nouveau numéro RepèrESS publié au mois d'août se nourrit de l'ensemble de ces travaux.

Pour accéder au RepèrESS, [cliquez ici](#).

- Promotion Santé Auvergne-Rhône-Alpes a publié le dossier pédagogique « Et si on mangeait autrement ? », sous la forme d'un guide et d'outils d'animation pour promouvoir l'alimentation durable et d'autres manières de s'alimenter. Cet outil est à destination de tous les professionnels au contact de publics de plus de 10 ans qui souhaitent aborder la thématique de l'alimentation durable. Pour chaque thème, 3 activités et ressources sont proposées pour aller plus loin.

Pour accéder au dossier, [cliquez ici](#).

- **Une nouvelle étude de l'Inserm confirme le lien entre la consommation d'aliments mal classés au Nutri-score et un risque accru de maladies cardiovasculaires.** Au total, 345 533 participants de la cohorte Epic (European prospective investigation into cancer and nutrition) ont été inclus dans les analyses. C'est un projet collaboratif à long terme et à grande échelle qui étudie différentes populations de pays à travers l'Europe afin d'étudier les relations entre l'alimentation, la nutrition, le mode de vie et les facteurs environnementaux, et l'incidence du cancer et d'autres maladies chroniques. « *Au cours du suivi (12 ans, entre 1992 et 2010), 16 214 participants ont développé une maladie cardiovasculaire (dont 6 565 infarctus du myocarde et 6 245 accidents vasculaires cérébraux ou AVC)* », indique l'étude. Ils avaient consommé en moyenne plus d'aliments moins bien notés sur l'échelle du Nutri-score.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- En s'appuyant sur les travaux de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail et du Haut Conseil de la santé publique, **Santé publique France publie de nouvelles recommandations sur l'alimentation et l'activité physique pour les 4-11 ans.** L'objectif : s'assurer de leur appropriation par le plus grand nombre en les accompagnant de conseils éducatifs et d'outils pratiques. Plusieurs outils sont à disposition des parents : un guide recensant toutes les recommandations alimentaires pour les enfants de 4 à 11 ans avec des astuces et conseils pratiques pour les appliquer facilement au quotidien ; 3 vidéos pédagogiques disponibles sur mangerbouger.fr et sur la chaîne YouTube de Santé publique France (les portions pour les enfants de 4 à 11 ans ; comment aider les enfants à écouter leur appétit ? ; comment faire manger plus de fruits et légumes à votre enfant ?) ; les recettes à 4 mains (10 recettes à cuisiner avec des enfants).

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Le Secours Catholique, le Réseau Civam, Solidarités Paysans et la Fédération française des diabétiques ont publié l'étude « L'injuste prix de notre alimentation. Quels coûts pour la société et la planète ? »**, qui analyse les dépenses publiques dans notre système alimentaire actuel, souligne ses incohérences et révèle l'ampleur des coûts sociétaux engendrés. Le rapport montre que nous dépensons a minima 19 milliards d'euros pour compenser les impacts du système alimentaire. Toutefois, de nombreux impacts ne peuvent être comptabilisés : 8 millions de personnes en insécurité alimentaire ; + 160% du diabète en 20 ans ; 18% des agriculteurs sous le seuil de pauvreté et une surexposition au suicide ; l'effondrement de la biodiversité, avec une disparition de 30% des oiseaux des champs en 15 ans.

Pour accéder à l'étude, [cliquez ici](#).

BRUIT.

- **Les candidatures au label « Quiet, ambiance sonore apaisée » sont toujours ouvertes.** Le label, porté par le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, le ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, le Centre d'Information sur le Bruit et le Conseil National du Bruit, vise à valoriser les lieux calmes ou moments apaisés permettant aux populations de disposer d'espaces de ressourcement, de tranquillité sonore dans les collectivités, les entreprises et les établissements. Après une première session de labellisation, les dossiers pourront être déposés en continu. Le replay du webinaire de présentation et les documents d'information sont disponibles sur le site internet dédié.

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

COLLECTIVITÉS LOCALES.

- **Le CNDP (Commission nationale du débat public) organise un webinaire sur la démocratie participative dans les territoires à destination des élu.es, le 03 octobre de 10h à 12h, en partenariat avec l'AMF.** Le webinaire est gratuit, sur inscription.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

ENFANCE, JEUNESSE.

- **L'UNICEF France et la Fédération des acteurs de la solidarité révèlent, dans leur 6e baromètre, une augmentation alarmante du nombre d'enfants sans abri, malgré les alertes répétées et les recommandations formulées, loin d'être suivies.** Au moins 2 043 enfants étaient sans solution d'hébergement dans la nuit du 19 août, soit une hausse de 120% par rapport à 2020. Parmi eux, 467 ont moins de trois ans. Dans ce contexte, l'UNICEF France et la FAS appellent à une augmentation immédiate des places d'hébergement, promises depuis janvier 2024, ainsi qu'à la mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle de l'hébergement et du logement, conformément aux principes du Logement d'Abord. La vision court-termiste et les promesses sans lendemain doivent laisser place à des politiques ambitieuses pour un accès au logement durable. Ces solutions concrètes doivent être mises en œuvre sans délai pour garantir à tous les enfants un logement ou un hébergement digne, adapté à leurs besoins et conforme à leur intérêt supérieur.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Depuis plusieurs années, le mois de septembre est dédié à la lutte contre les cancers de l'enfant, de l'adolescent et du jeune adulte.** Extension du mouvement « Gold in September » né aux États-Unis en 2012 (arrivé en 2016 en France), Septembre en Or a pour but de soutenir la recherche et de sensibiliser le public à la lutte contre les cancers pédiatriques. Chaque année en France, un cancer est diagnostiqué chez 2 260 enfants et adolescents. 450 d'entre eux en meurent. Les cancers pédiatriques sont la première cause de mortalité par maladie chez les moins de 15 ans.
- **Le 11 septembre, Annick Jacquemet et Véronique Guillotin ont présenté les conclusions du rapport de la mission d'information relative à l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale.** À l'issue de six mois de travaux et d'une trentaine d'auditions, éclairée également par une étude d'opinion publiée en mai dernier, la mission d'information constate la nécessité d'une réponse urgente et organisée à cette situation. La rapporteure formule ainsi une série de recommandations visant à renforcer le suivi pré-natal et post-natal et à permettre, dans un contexte contraint, une évolution de l'offre de soins périnataux répondant à un haut niveau de sécurité sans dégrader l'accessibilité des soins sur le territoire.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **L'Institut national du cancer a publié son rapport sur la lutte contre les cancers pédiatriques.** Il détaille l'ensemble des actions mises en œuvre par l'Institut et ses partenaires, depuis 2019 et plus spécifiquement en 2023, pour faire reculer les cancers des enfants, des adolescents et des jeunes adultes en France. En France, sur la période 2014-2020, ce sont près de 2 260 enfants et adolescents âgés de 0 à 17 ans qui chaque année sont diagnostiqués d'un cancer. Si une évolution positive des taux de survie à 5 ans est observée pour la plupart des types de cancers, l'ensemble des acteurs se mobilise sans relâche pour continuer à les faire reculer. Ce rapport précise les avancées obtenues ainsi que les projets scientifiques engagés en la matière.

Pour accéder au rapport, [cliquez ici](#).

- **L'Injep (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) a publié l'étude « État d'esprit et engagement des jeunes en 2024. Résultats du baromètre DJEPVA sur la jeunesse », réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc).** Ce baromètre présente des résultats sur la satisfaction des jeunes à l'égard de leur vie, leur état d'esprit actuel, leur confiance ou inquiétude face à l'avenir ainsi que sur leur participation citoyenne ou politique, notamment au sein des associations : « 7 jeunes sur 10 estiment que leur vie actuelle correspond à leurs attentes » ; « 6 jeunes sur 10 utilisent des mots ou expressions à connotation positive pour dépeindre leur état d'esprit actuel » ; « la confiance dans l'avenir reste plus forte chez les jeunes » ; « 3 jeunes sur 10 donnent bénévolement de leur temps à une association de manière régulière » ; 4 jeunes sur 10 ont signé une pétition ou défendu une cause en ligne ». Toutefois, l'ensemble de ces résultats sont à nuancer en fonction des caractéristiques sociodémographiques des jeunes : niveau d'étude, milieu social d'origine, emploi, etc.

Pour accéder au baromètre, [cliquez ici](#).

Pour accéder au rapport, [cliquez ici](#).

- La hausse du nombre de pupilles de l'État est continue depuis dix ans mais la part d'enfants adoptés parmi ces pupilles diminue. **Dans son dernier rapport, l'Observatoire national de la protection de l'enfance fournit des clés de compréhension sur l'évolution du profil des enfants qui bénéficient de ce statut protecteur de l'État.** Deux tendances en particulier : moins d'enfants nés sous le secret, davantage d'enfants devenus pupilles après une déclaration judiciaire de délaissement parental – une procédure qui a été rénovée par la loi de protection de l'enfance de 2016.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

ESPÈCES À ENJEUX POUR LA SANTÉ HUMAINE.

- **L'Anses a publié un rapport d'expertise collective « Moustique tigre en France hexagonale : risque et impacts d'une arbovirose ».** L'Anses estime que la probabilité d'épidémie(s) d'arbovirose lors des cinq prochaines années est assez élevée (probabilité de 6 à 7 sur une échelle de 0 à 9). Leur survenue pourrait avoir un impact sanitaire ainsi qu'économique et social, notamment sur les secteurs de la santé et du tourisme. L'Agence recommande donc d'adapter les moyens aux besoins de prévention, de surveillance et de contrôle des arboviroses. Elle préconise également la mise en place d'un plan interministériel de lutte contre ces maladies afin de mieux identifier et coordonner les acteurs impliqués, y compris la mobilisation de la population.

Pour consulter le rapport, [cliquez ici](#).

- Suite à son étude **CheniPro** sur les expositions aux chenilles processionnaires en milieu professionnel, **l'Anses rappelle le détail des équipements de protection individuelle (EPI) qui doivent être portés par les personnes intervenant sur des arbres ou dans des espaces infestés :**
 - Port d'une combinaison jetable ;
 - Port de chaussures montantes ;
 - Port de gants étanches à manchettes (gants latex pas de gants en tissu), et de sous gants jetables (latex ou vinyl) portés sous les gants de travail, ce qui permet lors du déshabillage de manipuler les vêtements et équipements souillés sans se contaminer les mains ;
 - Port d'un casque avec une cape à ventilation assistée ;
 - Ou port d'une combinaison à capuche, d'un casque de sécurité, et d'un masque entier à ventilation assistée ;
 - Ou port d'une combinaison à capuche et d'une cagoule à ventilation assistée.

Concernant les collectivités, les agents d'entretien des espaces verts sont les principaux concernés.
- Le projet *Vélo et santé en contexte post-covid en Île-de-France*, coordonné par Audrey Bochaton, Kaduna Demailly et Emmanuelle Faure, interroge les déclinaisons socio territoriales du retour du vélo. Cette recherche s'intègre au projet MAMA – Monde d'Avant Monde d'Après – du CNRS et s'inscrit dans le sillage de travaux académiques publiés depuis 2020. **La brochure « Construire un système vélo » qui vient d'être publiée, a été élaborée comme un document synthétique et inspirant, mêlant résultats scientifiques et contenus institutionnels, dans une approche créative.** Son objectif est d'informer et d'inciter à l'action et à la mise en place d'initiatives en faveur du vélo pour augmenter sa part modale, qui est aujourd'hui de 3%. Cette brochure s'adresse aux élus et agents des collectivités désireuses de mettre en place un système vélo adapté à leurs territoires.

Pour accéder à la brochure, [cliquez ici](#).

POLITIQUE DE LA VILLE.

- **L'observatoire des espèces à enjeux pour la santé humaine a publié sa 39e lettre d'information.**

Pour accéder à la lettre d'information, [cliquez ici](#).
- **Le GRAINE Nouvelle-Aquitaine propose, avec le soutien de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, un webinaire « Chassez les idées reçues sur le moustique tigre pour mieux lutter contre sa prolifération », le 17 octobre (10h-16h30).** Ouvert à tous, il s'adresse prioritairement aux communes et collectivités territoriales de la région Nouvelle-Aquitaine.

Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).
- **Suite à l'actualisation des quartiers prioritaires de la ville (QPV) au 1er janvier 2024, l'Insee vient de publier le portrait des nouveaux QPV en France métropolitaine.** Il y a désormais 1 362 QPV, localisés sur l'ensemble des départements mais répartis de façon très hétérogène sur le territoire. Représentant 8% de la population, les 5,3 millions d'habitants des QPV diffèrent des habitants des environnements urbains voisins de ces quartiers selon plusieurs caractéristiques. Ils sont plus jeunes : ils ont 35 ans en moyenne. Les ménages y sont plus souvent constitués de familles monoparentales, tandis que les couples sans enfant y sont moins présents. Les ménages des QPV sont très majoritairement locataires, le plus souvent d'un logement social, et résident davantage dans des logements suroccupés. Enfin, les habitants de ces quartiers, par définition plus modestes que dans leur environnement urbain, ont un niveau de diplôme plus faible et sont confrontés à une plus grande précarité sur le marché du travail.

Pour accéder aux données, [cliquez ici](#).

MOBILITÉS.

- **Les 28e Rencontres Vélo & territoires proposent deux journées d'études complètes (06 et 07 novembre) avec 2 plénières et 11 ateliers répartis sur 4 parcours thématiques : politique cyclable, aménagement, mobilité et tourisme.** Les journées d'études se dérouleront au Palais des Arts et des Congrès à Vannes. Pour découvrir la concrétisation de ses ambitions cyclables, Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération vous propose plusieurs sorties techniques pendant les pauses méridiennes. Ces Rencontres se termineront par trois visites techniques à vélo au choix le vendredi matin. L'inscription est obligatoire avant le 25 octobre.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

PRÉVENTION ET PROMOTION DE LA SANTÉ.

- **La Drees a publié un nouveau dossier sur « Surpoids et obésité : facteurs de risques et politiques de prévention. Panorama des politiques publiques de prévention et de leurs effets, en Europe et dans le monde ».** La première partie de ce Dossier analyse les facteurs de risque du surpoids et de l'obésité, définis par l'indice de masse corporel. Elle s'appuie sur les données de l'European Health Interview Survey 2019 (EHIS 2019), une enquête en population générale qui vise à mesurer l'état de santé et ses déterminants, notamment les habitudes de vie (e.g. alimentation, activité physique, consommation de tabac et de boissons alcoolisées, etc.), ainsi que le renoncement et le recours aux soins de santé. Les parties 2 et 3 du Dossier reviennent sur les politiques publiques de prévention de l'obésité et du surpoids via l'alimentation et l'activité physique.

Pour accéder au dossier, [cliquez ici](#).

- **Dans le cadre de la Journée Internationale de Prévention du Suicide (10 septembre) et de septembre jaune, le 3114 – numéro de national de prévention du suicide – a publié son dossier de presse.** Organisée chaque année le 10 septembre, à l'initiative de l'Association Internationale pour la Prévention du Suicide et de l'Organisation Mondiale de la Santé, la Journée Internationale de Prévention du Suicide (JIPS) est une journée de sensibilisation qui se traduit par un engagement et des actions diverses à travers le monde. En tant que numéro national de prévention du suicide, le 3114 se mobilise, avec l'appui de partenaires, pour communiquer auprès du grand public, dans un esprit positif et engageant afin d'amener la parole à se libérer autour de ce sujet encore très tabou dans notre société. Un kit de communication est à disposition des partenaires (institutions, associations, créateurs de contenus...) et médias souhaitant diffuser, partager des messages de prévention à l'occasion de septembre jaune.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Jusqu'au 13 octobre, l'Institut national du cancer diffuse une nouvelle campagne de vaccination gratuite contre les cancers HPV.** Cette campagne s'organise autour d'un dispositif complet sur l'ensemble du territoire à destination des parents, mais aussi des professionnels de santé : une campagne radio avec 3 spots ; une campagne digitale et sur les réseaux sociaux ; de l'affichage dans les Maisons Sportanté pour favoriser l'échange entre les parents et les professionnels de santé ; un livret d'information synthétique ; une infographie animée ; un journal informatif pour les enfants ; une vidéo explicative pour les parents et pour les enfants ; des annonces presse et une campagne digitale pour les professionnels de santé. À cette occasion, l'Institut publie également un nouveau dépliant sur le modèle « Facile à lire

et à comprendre » : « La vaccination contre les HPV ou papillomavirus humains ». Ce dépliant réalisé en partenariat avec l'association CoActis Santé, vise à favoriser la bonne compréhension des enjeux de cette vaccination par le plus grand nombre. Par ailleurs, un dossier de presse sonore « Protéger les enfants contre les cancers HPV. La minute vaccination » enregistré par des experts de l'Institut, de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, de l'ANSM et des professionnels de santé est proposé à plus de 1 000 radios et webradios pour diffusion gratuite. Composé de chroniques et d'un message de sensibilisation, le contenu permet de répondre à toutes les questions que peuvent se poser les parents.

Pour accéder aux outils de la campagne, [cliquez ici](#).

QUALITÉ DE L'AIR INTÉRIEUR ET EXTÉRIEUR.

- **Atmo AURA organise un webinaire de présentation de la plateforme Diag'QAI le 4 octobre 2024 (9h30-11h).** Cet outil facilite la création et le suivi des dossiers dans le cadre de la surveillance réglementaire de la QAI dans certains ERP (écoles, crèches, etc.). Pour rappel, l'outil est accessible gratuitement pour les collectivités membres d'une AASQA (y compris au-delà de la Région Auvergne-Rhône-Alpes).

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Le HCSP publie son avis « Adaptations envisageables en matière d'aération et de ventilation des locaux, autres que ceux d'habitation ou d'hébergement, dans un contexte de sobriété énergétique ».** Parmi ses préconisations, le HCSP recommande notamment l'action en amont afin d'éviter les émissions de polluants dans les environnements intérieurs ; ainsi qu'une mise en cohérence des débits de ventilation préconisés par le Code du travail et le Règlement Sanitaire Départemental.

Pour accéder à l'avis, [cliquez ici](#).

- **Les Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA), représentées par Atmo France, ont développé et mutualisé un nouvel outil : PRISME.** Il s'agit d'une plateforme de calcul dédiée à la réalisation des inventaires territoriaux et de travaux de prospective, des consommations d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre (GES) et des polluants atmosphériques. Les résultats de cette plateforme, baptisée PRISME, offre aux collectivités et aux pouvoirs publics les moyens de mieux anticiper, planifier et quantifier l'impact de leurs politiques menées dans leur transition énergétique et climatique.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **L'Ademe organise sa 8e journée de restitution du programme de recherche « Connaissance, réduction à la source et traitement des émissions dans l'air » (CORTEA), le 5 décembre 2024 en distanciel.** Ce colloque s'adresse aux acteurs et décideurs dans le domaine de la qualité de l'air : industriels et professionnels, bureaux d'études, agences et instituts publics, services des ministères et DREAL, chercheurs, etc. Les thématiques suivantes y seront abordées : qualité de l'air intérieur, combustion de biomasse, agriculture et transports. Programme et inscriptions à venir.
- **Le Cerema propose une formation « Qualité des environnements intérieurs et ventilation dans des bâtiments performants ».** La formation en ligne se déroulera sur 4 matinées (lundi 25, mardi 26, jeudi 28 et vendredi 29 novembre 2024).

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **L'Ademe et Atmo France proposent des fiches actions aux collectivités pour améliorer la qualité de l'air en ville, et réduire l'usage de la voiture.** À destination des élus et de leurs services, ces fiches sont conçues pour être pédagogiques et opérationnelles. La diversité des solutions proposées permet de répondre aux spécificités de chaque territoire et aux demandes citoyennes.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Le 17 septembre, grâce à la révision de la recommandation du Conseil relative aux environnements sans tabac, la Commission a recommandé de mieux protéger les personnes contre les effets de la fumée secondaire et des aérosols.** La nouvelle initiative recommande aux États membres d'étendre les politiques environnementales sans tabac aux principaux espaces extérieurs, afin de mieux protéger les citoyens de l'UE, en particulier les enfants et les jeunes. Ces espaces comprennent les espaces de loisirs extérieurs où les enfants sont susceptibles de se retrouver, tels que les aires de jeux publiques, les parcs d'attraction et les piscines ; les espaces extérieurs reliés aux établissements de soins de santé et d'éducation ; les bâtiments publics ; les établissements de services ; et les arrêts et gares de transport.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

SANTÉ DES FEMMES.

- **Dans le cadre de septembre turquoise, le mois dédié aux cancers gynécologiques, la Fresque des Géantes s'est installée dans les centres hospitaliers de toute la France pour mobiliser les femmes aux cancers gynécologiques.** La Fresque des Géantes est une opération d'envergure qui vise à mettre en lumière les cancers gynécologiques auprès du grand public et ouvrir la discussion et l'échange entre femmes sur ces cancers parfois méconnus et souvent tabous. Cette fresque à la conception originale est signée « La Renarde Bouclée », une illustratrice engagée pour l'inclusivité et la santé des femmes.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

SANTÉ-ENVIRONNEMENT.

- **Le conseil national Déontologie et Alerte en santé publique et environnement (cnDAspe) publie un avis accompagnant le rapport d'experts indépendants « Indépendance de la recherche et de l'expertise publiques dans les contextes de relations public-privé intéressant les domaines de la santé et de l'environnement ».** Il souligne notamment que le maintien d'une recherche portée par des financements publics exclusifs ou largement prédominants est essentiel. Concernant les travaux menés par des établissements publics d'expertises scientifique et technique, il recommande de renforcer la transparence et l'application des règles déontologiques, le renfort de la collégialité et la multidisciplinarité des groupes d'experts, l'inscription des travaux dans des méthodologies conformes aux procédures scientifiques internationales et les règles déontologiques de l'expertise publique, y compris lorsque ces travaux impliquent des acteurs du monde marchand.

Pour accéder à l'avis et au rapport, [cliquez ici](#).

SANTÉ MENTALE.

- **Dans le cadre d'un appel à projets de recherche lancé par la Dares sur le thème « Santé mentale, expérience du travail, du chômage et de la précarité », l'Institut de psychodynamique du travail (IPDT) a publié une étude qui cherche à préciser l'impact sur la santé mentale de « l'expérience du chômage ».**

Pour accéder à l'étude, [cliquez ici](#).

- **Le programme de la 35e édition des SISM - 07 au 20 octobre - sur la thématique « En mouvement pour notre santé mentale » est en ligne.**

Pour accéder au programme, [cliquez ici](#).

SANTÉ PUBLIQUE.

- **La commissaire à la santé et à la sécurité alimentaire, Mme Stella Kyriakides, et le ministre de la santé du Canada, Mark Holland, se sont consultés pour lancer le dialogue UE-Canada sur les politiques de santé au titre de l'accord de partenariat stratégique UE-Canada.** Grâce à ce partenariat, l'UE et le Canada pourront partager des connaissances, des données scientifiques et des bonnes pratiques afin de faire progresser la santé et la sécurité des citoyens en Europe, au Canada et dans le monde entier.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **L'Institut national du cancer a publié les dernières données en cancérologie dans son panorama édition 2024.** Ce panorama rassemble les données les plus récentes et fiables sur la cancérologie. Il présente les données épidémiologiques générales, détaille celles sur les cancers les plus fréquents et propose un point sur la prévention et les soins. Enfin, il revient sur deux des actions majeures de l'année 2023 : la labellisation de Centres de recherche intégrée d'excellence en cancérologie pédiatrique et la vaccination contre les cancers liés aux papillomavirus humains.

Pour accéder au panorama, [cliquez ici](#).

SANTÉ SEXUELLE ET AFFECTIVE.

- **Une étude récente du Syndicat National des Dermatologues-Vénérologues, menée par Harris Interactive, souligne une préoccupation croissante : la méconnaissance des maladies sexuellement transmissibles (MST) chez les jeunes adultes (18-35 ans), aggravée par des croyances erronées et un manque d'information.** Cette méconnaissance entraîne une baisse de vigilance et une augmentation des comportements à risque (baisse de l'utilisation du préservatif et des consultations médicales depuis 2016). Cette problématique prend d'autant plus de sens dans le contexte actuel, où, dès le 1er septembre 2024, il sera possible de demander un dépistage pour quatre IST supplémentaires (Chlamydia, Syphilis, Gonorrhée, Hépatite B) sans ordonnance, en laboratoire de biologie médicale. Ces tests seront pris en charge à 100% pour les moins de 26 ans, facilitant ainsi l'accès au dépistage pour cette tranche d'âge.

Pour plus d'informations, [cliquez ici](#).

- **Le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) a adopté, le 10 septembre, un rapport et un avis « Éduquer à la vie affective, relationnelle et sexuelle ».** Selon ce rapport, moins de 15% des élèves français bénéficient d'éducation à la sexualité lors de leurs parcours scolaire et 25% des établissements déclarent ne jamais avoir mis en place d'éducation à la sexualité malgré l'obligation légale. Pourtant, avec la baisse de l'utilisation du préservatif, la hausse des infections sexuellement transmissibles (IST), la désinformation, etc. les jeunes ont plus que jamais besoin d'être accompagnés.

Pour accéder au rapport, [cliquez ici](#).